

Davenport, T.H.R. *South Africa : A Modern History. Third Edition.* Toronto, Univeristy of Toronto Press, 1986, 716 p.

Larry A. Swatuk

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702562ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702562ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Swatuk, L. A. (1989). Compte rendu de [Davenport, T.H.R. *South Africa : A Modern History. Third Edition.* Toronto, Univeristy of Toronto Press, 1986, 716 p.] *Études internationales*, 20(3), 743–746. <https://doi.org/10.7202/702562ar>

AFRIQUE

DAVENPORT, T.H.R. *South Africa: A Modern History. Third Edition.* Toronto, University of Toronto Press, 1986, 716 p.

La troisième édition révisée de *South Africa, A Modern History* (dorénavant *South Africa*) de T.H.R. Davenport est un achat obligé, mais pas nécessairement une lecture obligée. Comme le Webster's Dictionary et le Oxford Dictionary of Quotations, *South Africa* est un excellent ouvrage de référence mais un peu ennuyeux et très irritant lorsqu'il est considéré d'un couvert à l'autre. Pour être juste, cette toute récente incarnation de poids (avec ses 692 pages!) est une amélioration considérable sur les éditions précédentes. L'ajout de nombreux titres et sous-titres, l'incorporation de graphiques – de bandes dessinées, de cartes géographiques, de photographies, etc. – dans le corps du texte plutôt que dans une section séparée au centre, la mise à jour d'un index déjà considérable, et l'organisation magistrale d'une bibliographie extensive contribuent à l'amélioration de la présentation de *South Africa*. Il est ainsi devenu à la fois plus facile à lire et plus facile d'y trouver des informations particulières.

L'ouvrage montre toutefois des faiblesses au niveau de l'approche ostensiblement mi-théorique qu'emploie Davenport. Contrairement aux éditions précédentes dans lesquelles Davenport avait adopté une approche qu'il qualifie de « libérale-africaniste » (p. xviii), dans la troisième édition il a tenté d'incorporer certains écrits plus théoriques, et principalement marxistes. Ceci l'amène à proclamer ce qui suit dans la préface de la troisième édition :

"I have tried as in earlier editions to provide a cross-weave, by looking at individual

themes in time depth. The treatment is now rather fuller, and – as an olive branch to colleagues in the Marxist camp – I have handled 'base' before 'superstructure.'" (p. xxii)

Toutefois, sa « base » est extrêmement faible, étant située à la fin du livre plutôt qu'au début, ou encore, effectivement tissée à travers le texte. De plus, bien qu'il fasse preuve d'une facilité avec la littérature marxiste, il l'incorpore de façon très limitée à l'Afrique du Sud et extrêmement faible quant à la mise en contexte de l'économie politique de l'Afrique du Sud dans le cadre de la dynamique de l'économie politique régionale et globale. Davenport révèle ses propres réserves face à l'approche marxiste lorsqu'il déclare :

Derivative theories, relating to the economic rapport between metropolis and colonial satellite first propounded by Hobson, enjoyed a heyday following the work of later Marxists and of dependency theorists like A.G. Frank from the 1960s, but it would be un-historical to attribute any significant development of underdevelopment to southern African conditions much before the 20th century. What does emerge from the literature is the clear need to integrate the more traditional approach to the partition of southern Africa on political lines with the more recent work, initiated by De Kiewiet and expanded by Marxist writers, which has sought to explain the political changes in terms of the new economic imperatives of an industrial age. (p. 185)

Il faut lui accorder le fait qu'on ne peut comprendre le tout sans suffisamment comprendre les parties. Mais une lecture de *South Africa* laisse clairement entrevoir que séparer le politique de l'économique donne un exposé confus, dénaturé et, en effet, non-historique des événements. Par exemple, le traitement désarticulé que fait Davenport du rôle de la « colour ban » (voir pp. 263-264 et 532 ss.) et de la révolution

des minerais (voir pp. 93-94, 202-203, 516-523) en politique et dans l'économie sud-africaines engendre, initialement, des plaintes et de la confusion chez le lecteur qui est obligé, plus tard, de tourner les pages tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre. Voilà simplement deux exemples d'une condition trop généralisée; elle aurait pu être évitée si Davenport avait choisi « d'intégrer » ou de « tisser » ensemble la politique et l'économie – en d'autres mots, effectivement faire ce qu'il prétendait faire. En ajoutant tout simplement une section finale intitulée « *The Political Economy of South Africa* » (dans laquelle il insère un chapitre trop superficiel et explicitement superstructurel sur le « *cancer of apartheid* »), Davenport a tenté d'apaiser les marxistes – qui l'ont critiqués dans le passé – tout en demeurant fidèle à ses collègues plus traditionnels. Je crains que sa stratégie ne satisfasse ni les uns, ni les autres.

Mis à part le désaccord avec l'approche employée dans *South Africa*, ce volume a un certain nombre de qualités appréciables. La plus importante d'entre elles est le penchant qu'a Davenport de faire éclater des mythes afrikaner couramment acceptés. En déclarant que « *South Africa was the home of hominids as early as the Lower Pleistocene era, perhaps one and a half million years ago* » (p. 1), et que « *[t]he southward penetration of Bantu-speakers brought the first farmers to South Africa* » (p. 9, voir aussi p. 7), Davenport a sans doute poussé un certain nombre d'historiens à une révision hâtive. Des déclarations semblables au sujet de la « *outright competition for land* » au cours du XIX^{ème} siècle, par opposition au peuplement de la terre « *left empty as a result of the Difaqane* » (p. 123); et au sujet de la logique boîteuse derrière l'importance de l'Afrique du Sud pour l'Ouest en tant que défenseur de la Route du Cap (p. 497), de fournisseur de minerais stratégiques (p. 498) et de bas-

tion d'anticommunisme (p. 578) s'opposent aussi aux conservateurs et à l'extrême-droite.

Deuxièmement, l'étude exhaustive de Davenport permet de mettre en relief un certain nombre de phases récurrentes et de parallèles inquiétants dans l'histoire de l'Afrique du Sud – dont la plupart, mais non tous, doivent être tirés par soi-même. À cet égard, le mélange récurrent et quelque peu paradoxal d'un repli sur soi (« *inwardliness* ») (p. 227) hollandais couplé à un immanquablement fort désir de poursuivre l'expansion au nord du Limpopo est peut-être le plus notable d'entre eux. Le premier élément est à la source de l'image du *laager* si bien décrite dans la section intitulée « *Ethnasia contra mundum* » (pp. 474 ss.), tandis que le dernier élément est assuré d'un débouché continu en politique étrangère sud-africaine: en tant qu'expansion explicite sous Smuts (p. 291), et plus tard sous Verwoerd (pp. 479-486); sous la forme de dialogue et de *détente* sous Vorster (pp. 488-489), et enfin, d'abord par le CONSAS, et ensuite par la déstabilisation sous Botha (pp. 500-506).

Afin de comprendre la continuité à la fois en politique intérieure et en politique étrangère, Davenport attire l'attention du lecteur sur ce qu'il appelle « *the force and the mass, the ostrich and the crab* » (pp. 571-578). C'est-à-dire que selon Davenport, plutôt que de cacher leurs têtes « *in the sands of insensitivity to international abhorrence* », à la manière de l'autruche (p. 577), les décideurs sud-africains ont tendance à regarder toute situation comme le fait un crabe:

“*[Moving] sideways into policies, not focusing on the central problems which a particular piece of legislation is needed to address, but with the eyes fixed steadily on the possible effects of that legislation in some other area.*” (p. 577)

Avec le temps, et spécialement depuis 1948, cette vision a mené à l'élaboration de politiques basées sur les « pires » scénarios. Depuis le Tomlinson Commission de 1956 qui « *took as its starting point the view that there is little hope of evolutionary development towards a common society* » (pp. 375 et 577), jusqu'au *White Paper on Defense and Armaments Supply*, 1982 du gouvernement, document qui portait de la croyance que « *the ultimate aim of the Soviet Union and its allies is to overthrow the present body politic in the RSA* » (Kenneth Grundy, *The Militarisation of South African Politics*, Bloomington, Indiana University Press, 1986, p. 10), les décideurs sud-africains semblent être incapables de transcender la mythologie afrikaner; cette mythologie est surtout enracinée dans des versions romancées du Great Trek (pp. 49-53) et de la Battle of Blood River en 1838 (p. 78). Toutefois, avec la dépendance croissante de l'Afrique du Sud blanche sur la « stratégie totale », intrinsèquement violente, comme seul outil qui reste de l'appareil étatique, les failles dans la défense de l'apartheid – à la fois mythiques et empiriques, internes et externes – deviennent encore plus apparentes.

Il ne faudrait toutefois pas exagérer l'ampleur de ces défauts; néanmoins, il semble que Davenport ait fait une faute impardonnable de la part d'un universitaire pleinement conscient des continuités dans l'histoire sud-africaine. Sans doute Davenport a-t-il été emballé par l'excitation entourant les sanctions externes et de l'instabilité interne au milieu des années 80, et devient ouvertement optimiste en intitulant le chapitre 17 « *At the Crossroads, 1978-1985* ». De surcroît, ceci implique un départ significatif pour un universitaire qui prétend être engagé dans un examen impartial du passé (p. xviii). Qu'il entende se servir de son histoire pour bien plus qu'une simple « description » (p. xix) paraît évident par ce qui suit:

At bottom the debate over South Africa has been about the possibility of evolutionary change, and that has a great deal to do with the interpretation of the country's history... The dominant South African assumption, which seems to be rooted in history, is that law made by a properly constituted authority carries its own legitimacy, whatever its content... South Africa was [therefore] never in more need of courage and a sense of history... courage, in the sense of a willingness to take risks, even political ones, to repair the enormous damage done to human – and more particularly – group relations by a long entrenchment of white supremacy; and an awareness before it is too late that the study of the past is not merely a device to help to perpetuate a world of make-believe, but a cumulative experience to be drawn upon honestly, and put to proper use. (pp. 576, 577, 578)

À la lumière des tendances et des événements globaux et régionaux actuels, et à la lumière de ce qui précède, Davenport ferait bien de repenser un passage curieux qui apparaît aux deux tiers du livre:

[W]orks of which Alan Paton's Cry, the Beloved Country was the pioneer... revealed a society in which the leaders of opinion were not only wrestling publicly with the moral issues presented by their situation, but were also free to do so to an extent which would not have been possible in Nazi Germany, and could only be done at considerable risk in Soviet Russia. (p. 426)

Les mesures de répression médiatiques au milieu de 1986 et l'interdiction à 17 groupes modérés au début de 1988 de poursuivre des activités politiques en Afrique du Sud, tout comme le mouvement vers la *glasnost* et la *perestroïka* à l'intérieur de l'Union soviétique, semblent suggérer que ces États oppressifs paraissent s'orienter dans des directions contraires: l'Afrique du Sud demeure barricadée

contre le monde. Néanmoins, comme nous le diraient des enfants d'école soviétiques et sud-africains, l'histoire demeure entre les mains des puissants, son utilisation – ou son abus – devant être déterminée à un autre moment dans le temps.

Dans cette optique, alors, en dépit des défauts de *South Africa*, une « utilisation convenable » de cet ouvrage de Davenport lui réserve une place bien en vue dans les bibliothèques africanistes, africaines et tout particulièrement sud-africaines, aux côtés de ses première et deuxième éditions: *a luta continua*.

Larry A. SWATUK

Dalhousie University, Halifax, Canada

LAZITCH, Branko (avec le concours de Pierre Rigoulot). *Angola 1974-1988: Un échec du communisme en Afrique*. Paris, Est et Ouest, 1988, 109 p.

Cette plaquette repose sur une ambitieuse intention en dépit de ses très modestes dimensions. Rien de moins que le procès et la condamnation du gouvernement communiste angolais. Cet ouvrage est consacré au thème de l'exportation de la révolution marxiste-léniniste grâce à l'aide « internationaliste », cette bonne action inscrite au cœur même du programme communiste.

Au moment de l'accord sur l'indépendance de l'Angola, en janvier 1975, les dirigeants des trois mouvements nationalistes Agostinho Neto du MPLA, Roberto Holden du FLNA et Jonas Savimbi de l'UNITA apposent leur signature au document. Ils se partageront, brièvement, les charges du pouvoir, le parti d'Agostinho Neto se réservant les portefeuilles ministériels stratégiques. Ces mouvements de libération luttaient depuis de nombreuses années, avec, pour certains, le soutien et la formation du

P.C. portugais. En effet, le Portugal résista plus que de raison à la vague de libération colonialiste.

L'accès au pouvoir ne met nullement fin aux luttes, aux complots, aux exécutions de dissidents et autres tiraillements entre les représentants des trois factions dirigeantes. Selon la stratégie communiste consacrée, après avoir bénéficié des efforts des autres mouvements nationalistes dans la mise en échec du Portugal, le Mouvement Pour la Libération de l'Angola (MPLA), d'allégeance marxiste, procède à l'élimination des forces centristes. Pour ce faire, il accepte l'aide internationaliste (combattants, armement et conseil technique) en provenance de l'URSS, de Cuba et de l'Allemagne de l'Est. Du coup, le MPLA se voit forcé d'annoncer ses couleurs et s'institue Parti communiste angolais en 1977. Dorénavant, le gouvernement aligne son discours et sa politique étrangère sur ceux de l'URSS.

Selon B. Lazitch, cet alignement serait la cause profonde de la guerre civile (qui s'éternise depuis l'indépendance), du profond marasme économique du pays, du déplacement des populations et d'une natalité et morbidité infantiles accrues. En réalité, l'Angola serait le théâtre et la victime d'un triple affrontement entre 1) communistes et anticommunistes angolais, 2) Cubains et Sud-Africains et 3) Soviétiques et Américains. Toutefois, la presse occidentale aurait erré dans son analyse en souscrivant à la version du gouvernement en place. La lutte intestine et la délabrement socio-économique observé en Angola seraient le fruit de l'interventionnisme sud-africain d'après le parti unique au pouvoir.

Or, nous apprend l'auteur, expliquer la présence militaire cubaine en Angola par une nécessaire riposte à l'invasion sud-africaine relèverait de la « fabrication d'analogies artificielles » (p. 40). Les Cubains participent au maintien d'un régime com-